

L'EXTRACTIVISME ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'AMAZONIE

Laure Empereira*

L'Amazonie brésilienne, trois millions et demi de kilomètres carrés de forêts, offre des images d'immensité éclatée aux yeux du grand public, le symbole autant d'une harmonie utopique de l'homme avec son environnement que de multiples exactions sur celui-ci. Les peuples de la forêt, l'agriculture indigène, les collecteurs de latex d'hévéa, les chercheurs d'or, les fronts pionniers... font partie de ces images. Et, parmi celles-ci, il en est une au centre des nombreuses discussions sur la mise en valeur à long terme des écosystèmes forestiers amazoniens : l'exploitation des produits forestiers, soit l'extractivisme.

L'extractivisme, un concept original

Ce terme, emprunté au brésilien *extrativismo*, désigne les systèmes d'exploitation des ressources spontanées destinées à une commercialisation. Au sens large, l'extractivisme regroupe toutes les activités de prélèvement sur le milieu, qu'il s'agisse de produits végétaux, animaux ou minéraux. Les statistiques économiques brésiennes incluent dans la rubrique « extractivisme d'origine végétale » des gommes, fibres, fruits, ainsi que le bois de feu et le bois d'œuvre, produits prélevés en forêt, mais y sont recensés également des produits comme le *guarana* et l'*urucú*, issus d'espèces domestiquées et cultivées à l'origine par des groupes indigènes amazoniens. Ce fait illustre, outre une grave méconnaissance du savoir agricole indigène, la nécessité d'une définition précise de l'extractivisme. Cette activité concerne les produits d'origine non cultivée et se différencie de la cueillette par le fait que ses produits sont destinés à une économie de marché, locale ou internationale, et non à l'usage domestique. Aujourd'hui, les discours sur la gestion non prédatrice de l'écosystème forestier tendent à exclure l'exploitation forestière pour le bois de l'acceptation courante du terme extractivisme. C'est également ainsi que nous l'entendrons par la suite.

* ORSTOM
213, rue Lafayette
75480 Paris cedex 10

Dans un contexte mondial d'industrialisation, de mise en culture à grande échelle de nombreuses espèces, de fabrication massive de produits de synthèse, pourquoi un tel intérêt autour d'une activité qui semble parfois bien désuète ? On peut identifier trois éléments principaux à l'origine de cette attention.

L'intérêt pour la cause de l'extractivisme

Tout d'abord, dès les années 1975, les premières actions des collecteurs de latex contre les déboisements et les expulsions ordonnées par de grands propriétaires, en général originaires du sud du pays, surgissent dans l'État d'Acre. Une progressive mobilisation et organisation des *seringueiros* pour défendre leurs droits sur la forêt mène en 1985 à la création du Conseil National des Seringueiros puis, en 1987, à celle des Projets d'Établissements Extractivistes et, enfin, en 1990, à celle des Réserves Extractivistes. La figure emblématique de cette lutte est celle du leader syndical Chico Mendès, assassiné en 1988.

Cette lutte est relayée par une forte mobilisation scientifique. Les discussions et recherches sur la dégradation de l'environnement, sur ses rapports avec une certaine forme de développement, et sur les conséquences planétaires de la disparition des forêts se multiplient. Le rapport Myers présentait en 1980 un premier bilan de l'état de dégradation des forêts. En Amazonie brésilienne, les défrichements demeurent très limités jusqu'aux années 1970. En 1980, ils atteignent environ 125 000 km², soit 3,5 % de la superficie forestière, et en 1988, 350 000 km², soit 7,5 % de la surface initiale. Ces déboisements touchent principalement les marges de l'Amazonie brésilienne. Ainsi, dans l'État de Rondônia, ce sont 13 % du territoire qui ont été brûlés en presque vingt ans, alors qu'au centre, dans l'État d'Amazonas, seul 0,9 % du territoire est touché. Pour autant, la vitesse de déboisement n'en est pas moins alarmante: en dix ans, de 1978 à 1988, la surface défrichée a été multipliée par neuf (Fearnside, 1990). L'avancée des pâturages, liée à une spéculation foncière, est la principale cause de ces défrichements.

Enfin, les constats d'échec écologique et social des politiques de développement appliquées à l'Amazonie depuis les années 1970 ont incité à rechercher de nouveaux modèles d'aménagement du territoire non destructifs et viables à long terme ainsi qu'à se pencher sur l'extractivisme, activité dont on ne saurait oublier l'importance historique et actuelle. En Amazonie, la recherche des produits forestiers a été, parallèlement aux enjeux stratégiques, l'un des éléments majeurs du processus d'occupation des terres et de la formation de l'économie amazonienne. Pouvoirs politique et économique se conjuguent pour s'assurer l'exclusivité de l'exploitation des ressources naturelles

Les constats d'échec écologique et social ont incité à rechercher d'autres politiques d'aménagement

u profit des oligarchies locales selon des modèles et des relations socio-économiques qui perdurent aujourd'hui. D'un autre côté, la forêt demeure, elle, après plusieurs siècles de pratique, apparemment intacte.

Qu'en est-il de cette activité aujourd'hui? Dans quels cadres socio-économiques s'insère-t-elle? Quelle est sa viabilité écologique? Sous quelles formes peut-elle participer à une gestion de la forêt associant conservation et mise en valeur¹?

L'extractivisme aujourd'hui

Après avoir connu son apogée en 1910, année au cours de laquelle les produits forestiers amazoniens représentaient 91 % de la valeur du secteur primaire (Santos, 1980), l'importance économique de l'extractivisme n'a cessé de décroître, exceptée une légère reprise durant la seconde Guerre mondiale due au blocus du Sud-Est asiatique. Actuellement, les produits extractivistes ne constituent plus que 2 % de la valeur des productions du secteur primaire. Divers produits issus de la forêt ont été remplacés par des produits de synthèse ou provenant de plantations. Le produit central de l'extractivisme amazonien, le latex d'hévéa, est subventionné. Cependant, la zone franche de Manaus exporte toujours pour environ dix millions de dollars de ces produits par an. Cette valeur est assez irrégulière mais ne marque pas de tendance prononcée à la baisse.

À Manaus, l'exploitation des produits forestiers ne pèse plus lourd dans la comptabilité des anciennes maisons de commerce, qui, à la création de la zone franche en 1970, ont diversifié leurs activités. Mais, que ce soit par tradition, par stratégie ou par immobilisme, elles n'ont pas encore complètement clos ce chapitre de leur histoire.

Si on ne peut arguer de l'importance macro-économique de l'extractivisme pour le valoriser, en forêt la situation est toute autre. Cette activité touche, à des degrés divers, environ deux millions de personnes, soit la moitié de la population rurale amazonienne. Dans des régions isolées des marchés, c'est bien souvent la seule source de revenus des populations locales, qu'elles soient d'origine indigène, nordestine ou métissée.

Un contexte social très marqué

L'exploitation des ressources de la forêt s'opère dans un contexte fortement structuré. Le *patron*, souvent un commerçant ou un aventurier, doté d'un petit capital ou endetté auprès d'autres commerçants, avance au collecteur, son *client*, les vivres - essentiellement de

1. Telles sont les questions qui ont été abordées dans le programme de recherche « Extractivisme en Amazonie centrale » mené conjointement par l'ORSTOM et l'INPA (Institut de Recherches de l'Amazonie).

L'extractivisme touche environ deux millions de personnes

la farine de manioc, base de l'alimentation - ou les biens manufacturés indispensables à sa subsistance. Le remboursement se fera en produits de la forêt. Néanmoins, les règles de l'échange sont fortement inégales, le patron joue à la fois sur le prix des produits et sur celui des marchandises et le collecteur demeure, le plus souvent, endetté. Dans cette relation de troc, l'argent est exclu et le patron verrouille de cette façon l'accès au marché extérieur (Pinton et Emperaire, 1992). C'est le système de l'*aviamento* qui peut se répercuter tout au long de la chaîne d'intermédiaires reliant le collecteur à une maison d'exportation. Comme le fait remarquer Leroy (1991), on peut voir dans la structure économique de l'extractivisme un reflet des rapports entre colonie et métropole, la première étant sommée à la fois de fournir des matières premières et d'absorber les biens manufacturés produits par la seconde.

Le pouvoir des patrons est consolidé par des relations de type paternaliste avec les collecteurs. Toutefois, de nos jours, l'ensemble se fissure et on assiste à un affaiblissement du pouvoir patronal traditionnel. L'absence de dynamisme du marché extractiviste, une reconversion d'activité pour les détenteurs d'un certain capital, une déstabilisation des patrons par l'apparition de petits commerçants indépendants qui leur font concurrence dans le transport et la vente des produits, et un pouvoir politique émergent sont autant de facteurs qui modifient les rapports traditionnels patron-client.

Une composante des systèmes de production

Le système extractiviste pur, celui qui prohibe toute autre activité que la collecte des produits forestiers, est en voie de disparition. L'extractivisme se présente davantage comme une composante, plus ou moins apparente, des multiples systèmes de production amazoniens. La place tenue par cette activité dépend essentiellement de l'accès au marché, de la maîtrise du foncier et du pouvoir patronal (Lescure *et al.*, 1994).

Dans les régions éloignées des marchés comme le Rio Negro, l'extractivisme demeure une composante essentielle des systèmes de production; il y est associé à l'agriculture sur brûlis, à la pêche et à la chasse. Diverses espèces y sont exploitées (*castanheira*, *sorva*, *seringueira* et *piassabeira*). Le calendrier des activités s'organise en fonction de l'accessibilité aux ressources, de l'époque de production et des activités agricoles. Un double jeu de contrôle s'exerce entre patrons et collecteurs, en l'occurrence également agriculteurs, sur les produits extractivistes et sur le produit agricole principal: la farine de manioc. Les collecteurs tentent de maintenir une certaine autonomie vis-à-vis du patron en privilégiant la production de manioc pour leur subsis-

rance. Pourtant, sans possibilité de commercialiser indépendamment leur excédents, ils doivent recourir à l'extractivisme pour se procurer des denrées de base. De l'autre côté, les patrons veillent à ce que l'activité extractiviste se maintienne tout en gardant un contrôle sur la farine de manioc, indispensable à la survie des collecteurs en forêt. Aujourd'hui, la perte de pouvoir des patrons peut se mesurer au développement de la production de farine de manioc.

Dans les régions plus proches de Manaus ou dans des petits centres urbains, on assiste à l'émergence d'un système mixte associant extractivisme, agriculture et agroforesterie. En général, les cadres fonciers sont stabilisés alors que, dans le cas précédent, l'extractivisme se pratiquait sur des terres de l'État, d'occupation libre.

L'extractivisme basé sur les produits comme la *seringa* ou la *castanha* a disparu et a été relayé, en raison de la demande urbaine, par de nouveaux produits, principalement des fruits de palmiers. Ce développement d'un extractivisme, non plus dirigé vers des produits en général non périssables destinés au marché national ou international, mais vers des produits alimentaires de consommation locale ou régionale, caractérise les nouvelles orientations de cette activité. Ceci a été observé dans la région de Manaus pour les fruits des palmiers *açat-da-mata* (Castro, 1993) et *tucumã* (Bressolette et Rasse, 1992) et à proximité de Belém (Anderson, 1990) pour l'*açat-do-Pará*. La relative stabilité foncière autorise également un certain investissement dans la gestion des ressources avec un passage d'une exploitation en forêt naturelle à une gestion de celle-ci avec enrichissement sélectif en espèces d'intérêt commercial et domestique ou, encore, à la plantation dans des systèmes agroforestiers. Chacune de ces modalités est valorisée en fonction des stratégies de l'agriculteur. Bressolette et Rasse ont montré, par exemple, dans le cas du palmier *açat-da-mata* que la récolte des fruits en plantation donnait une meilleure rémunération, mais induisait des contraintes de gestion, alors que la récolte pratiquée en milieu naturel offrait plus de souplesse au système de production de l'unité familiale.

Les deux ensembles brièvement décrits illustrent la variabilité des systèmes à composante extractiviste et la nécessité d'une analyse globale de ses fondements.

Un impact relativement réduit

La permanence globale de l'écosystème forestier après plusieurs siècles d'une exploitation qui a accompagné l'essor industriel de la fin du XIX^e siècle illustre le faible impact de l'extractivisme tel qu'il a été pratiqué. S'il y a eu des dégradations locales, on ne peut pas parler

Un système mixte
associant
extractivisme,
agriculture
et agroforesterie

de déforestation. L'impact sur les espèces semble également assez atténué. Cependant, ce jugement global doit être modulé par une analyse plus fine des pratiques d'exploitation à différents niveaux: l'individu, la population et le milieu. Ces pratiques sont de quatre types: l'abattage, la coupe d'une partie de la plante (feuille, méristème...), les saignées et gemmages (gommes, latex, résines et oléorésines) et, enfin, le ramassage ou la cueillette des fruits.

L'étude de l'impact de l'exploitation doit également être envisagée selon une échelle de temps propre à chaque espèce. Nous prendrons comme exemple l'exploitation du *sorvão*. Celle-ci se fait par abattage. Cependant, seule l'exploitation des individus de diamètre important étant rentable, le stock des individus jeunes est préservé. Il y a, certes, raréfaction de la ressource et altération temporaire de la structure de la population, mais la pérennité de l'espèce n'est pas remise en cause. Le cas du *pau-rosa*, dont la distillation du bois fournit une huile essentielle utilisée en parfumerie, relève de la même logique mais elle porte sur une échelle de temps plus longue. L'objectif de l'exploitation étant l'accumulation maximale de matière première, tous les individus de plus de 20 cm de diamètre, soit l'ensemble des individus adultes reproductifs, sont abattus. La régénération de l'espèce ne pourra donc se faire qu'à partir du stock de graines et de plantules préexistant à l'exploitation, ceci en admettant que l'enlèvement des arbres n'aura pas perturbé les conditions de germination ou de développement des jeunes pieds.

Des pratiques légères pour l'environnement

La coupe est le plus souvent effectuée de manière à assurer la survie de l'individu exploité et la régénération de la ressource dans un laps de temps raisonnable. C'est là une gestion de la ressource et rares sont les cas de surexploitation entraînant la mort de l'individu. L'impact au niveau de l'individu peut même être favorable à la productivité en stimulant certaines réactions de l'individu à un stress (c'est le cas d'une production accrue de feuilles chez la *piassaba*) ou des rejets de souche de l'*açai-do-Pará* exploités pour les cœurs de palmiers (Anderson et Jardim, 1989).

Le gemmage ou la saignée sont des pratiques exigeant du collecteur un savoir-faire. La saignée bi-hebdomadaire de l'hévéa l'illustre. Une incision trop profonde touchant le cambium peut entraîner la mort de l'arbre.

Si l'impact du ramassage de fruits sur les individus peut être considéré comme nul, il n'en va pas de même de celui sur les populations. Il s'agit, en effet, d'une prédation de semences et donc d'une

Le gemmage
et la saignée
exigent
un véritable
savoir-faire

pression sur un facteur à la base des processus démographiques. Ce ramassage, s'il dépasse un certain seuil, peut compromettre l'avenir de la population, entraînant son vieillissement voire sa disparition.

L'impact du prélèvement, de la saignée ou du ramassage sur le milieu est faible. Il se résume à l'ouverture et à l'entretien de quelques sentiers en forêt. Seule l'exploitation du *pau-rosa*, aujourd'hui mécanisée, laisse, avec l'ouverture des chemins de débardage, des cicatrices apparentes. Les superficies touchées, environ 1 % de la surface exploitée dans la concession étudiée, demeurent bien inférieures aux superficies généralement altérées par l'exploitation forestière classique (plus de 25 % du territoire). Dans le cas du *pau-rosa*, ce n'est pas l'impact direct des chemins qui pose problème mais ses effets secondaires : le fin réseau de chemins sera mis à profit par les exploitants de bois.

Les exemples cités montrent que l'impact de l'extractivisme sur les espèces exploitées est faible, mais non négligeable. Le plus souvent, l'exploitation de la ressource cesse avant son épuisement total en raison des coûts d'exploitation qui deviennent trop élevés, de la mise en culture de l'espèce ou encore de la mise au point de produits de synthèse. L'extractivisme peut avoir des conséquences importantes sur le milieu, non par son action directe sur les espèces végétales, mais par la pression de chasse, sans laquelle le collecteur ne peut survivre en forêt. L'exploitation des produits forestiers peut toutefois constituer l'amorce d'un processus d'occupation des terres menant à une altération plus ou moins poussée des écosystèmes.

Enfin, il faut relever que la pression extractiviste n'est souvent qu'un élément à l'origine de la disparition, ou de la raréfaction des espèces exploitées et que c'est davantage la disparition des écosystèmes d'origine, substitués par des pâturages ou des cultures, ou celle d'un élément nécessaire à la reproduction de l'espèce qui est responsable de graves atteintes à la biodiversité.

Les réserves extractivistes

Tel qu'il est pratiqué, l'extractivisme, ce système d'exploitation des ressources naturelles qui associe utilisation et maintien de la forêt, s'inscrit davantage dans des rapports de pouvoir abusif que dans le cadre d'une transaction équilibrée. En d'autres termes, le coût du maintien de la forêt et de la biodiversité est supporté par les collecteurs.

Les problèmes de l'accès aux ressources, du droit des collecteurs sur les forêts exploitées et de l'amélioration de leurs conditions de vie ont été posés de manière aiguë par les *seringueiros* de l'Acre. Leurs

L'exploitation
de la ressource
cesse avant son
épuisement total
en raison des
coûts
d'exploitation

**Une expérience
d'utilisation
diversifiée
d'espaces
forestiers limités**

revendications ont abouti à l'élaboration de nouveaux cadres juridiques permettant la création de Réserves Extractivistes. Ces R.E. sont des concessions attribuées sous forme collective à des groupes vivant traditionnellement de l'exploitation des produits de la forêt, en vue d'une utilisation durable de ses ressources. L'utilisation du terme extractiviste dans son intitulé est une reconnaissance culturelle et sociale de ces utilisateurs de la forêt, mais ne limite pas la mise en valeur des Réserves à cette seule composante. Une diversification des activités de production y est nécessaire, extractivisme mais aussi agriculture de subsistance ou commerciale, agro-foresterie, petit élevage, chasse et pêche pratiquées sous forme non prédatrice.

Jusqu'à aujourd'hui, quatre R.E. ont été créées. Elles couvrent au total une superficie d'environ 20 000 km² et concernent 6 250 familles. Des actions et des recherches sont ainsi entreprises dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, de l'innovation technologique et économique avec le concours actif des populations locales. Les expériences de R.E. sont récentes. Il est donc encore trop tôt pour juger de leur viabilité.

Toutefois, la majeure partie de la population extractiviste demeure en marge de ces R.E. Dès lors, d'autres formes de valorisation de cette activité doivent être envisagées dans le cadre d'autres unités de conservation ou de mesures ponctuelles. Dans le premier cas, on peut projeter le maintien d'activités extractivistes dans des zones tampons telles qu'elles ont été définies autour des réserves de la Biosphère. Plus localement, l'extractivisme est susceptible d'être amélioré par la mise en place d'activités apportant une valeur ajoutée locale, la création de nouvelles voies de commercialisation ou, encore, la recherche de nouveaux débouchés.

Cependant, en l'absence de volonté délibérée d'appuyer cette activité par une valorisation économique de ses produits, l'extractivisme ne peut s'opposer à l'implantation d'activités plus immédiatement lucratives et prédatrices.

Bibliographie

ANDERSON, A. B. et JARDIM, M.A.G. Costs and benefits of floodplain forest management by rural inhabitants in the Amazon estuary: a case study of açai palm production. BROWDER, J. (ed.). *Fragile lands in Latin America: the search for sustainable uses*. Boulder: Westview Press; 1989.

ANDERSON, A. B. Extractivism and forest management by rural inhabitants in the Amazon estuary. ANDERSON, A. B. (ed.). *Alternatives to deforestation: steps toward sustainable use of the Amazon rain forest*. New York: Columbia University Press; 1990: 65-85.

BRESSOLETTE, V. et RASSE, E. *Devenir de l'extractivisme dans trois communautés: Limão, Açutuba et São José, à Iranduba, zone proche de Manaus - De la dépendance du patron à la dépendance du foncier*. Montpellier: Rapport de stage E.S.E.A.T. et C.N.E.A.R.C.; 1992, 82 p.

CASTRO, A. de. Extractive exploitation of the açai (Euterpe precatoria Mart.) in the Amazon forest. HLADIK, M.-C., HLADIK, A., LINARES, O.F., PAGEZY, SAMPLE, A. et HADLEY, M. (eds.). *Food and nutrition in tropical forest. Biocultural interactions*. Paris: UNESCO, MAB series; 1992: 779-782.

FEARNSIDE, P. - 1990 - The rate and extent of deforestation in Brazilian Amazon. *Envir. Conserv.* 17 (3): 213 - 226.

LEROY, J.-P. *Uma chama na Amazônia*. Petropolis: Vozes, FASE; 1991.

LESCURE, J.P., PINTON, F. et EMPERAIRE, L. *Man and forest products in central Amazonia: a multidisciplinary approach of extractivism*. Paris: UNESCO, MAB Digest; à paraître.

MYERS, N. - 1980 - *Conversion of tropical moist forests*. Washington, D.C.: National Academy of Sciences.

PINTON, F. et EMPERAIRE, L. L'extractivisme en Amazonie brésilienne, un système en crise d'identité. *Cab. Sci. Hum. ORSTOM*; 1992; 28(4): 685-703.

SANTOS, R. *História economica da Amazonia (1800-1920)*. São Paulo: T.A. Queiroz; 1980.

aménagement et nature **automne 1994**

- N° 115 - La forêt enjeu mondial -

	Éditorial	3
	Daniel Simberloff	5
Vers une industrie forestière écologique et durable		
	Jean-Louis Martres	15
La forêt prise en otage		
	Laure Emperaire	23
L'extractivisme dans le développement durable de l'Amazonie		
	Christophe Elliott	33
La gestion communautaire des forêts		
	Christian Barthod	39
Chroniques des négociations internationales récentes		
	Pierre Verneret	47
L'écocertification des bois est-elle adaptée au cas français ?		
	Jean-Paul Hétier	55
La forêt méditerranéenne face aux incendies		
	Christian Barthod	65
Le débat international sur la gestion des forêts		
	Jean Clément	81
Les programmes d'action forestiers nationaux		
	Daniel Terrasson	87
Agriculture et forêt, de la concurrence à la complémentarité		
	_____ Références	
Fondements souhaitables des négociations internationales forestières		95
La gestion durable des forêts tropicales		99
	_____ Livres	107
	_____ Revues	109

0044-7463

